

de l'année qui vient de sécouler, on a vendu une quantité de blé supérieure à la moyenne à long terme. Voici quelle était l'opinion du syndicat du blé:

De plus, au cours des cinq dernières années, alors que le problème agricole empirait, les cultivateurs de l'Ouest livraient aux éleveurs de campagne plus de blé que la moyenne des livraisons depuis 35 ans. Les exportations canadiennes se maintiennent même depuis deux ans au-dessus de la moyenne à long terme...

En somme, les cultivateurs de l'Ouest ont vendu plus que la récolte moyenne au cours de ces années d'excédents. Ils constatent tout de même que les frais de production les acculent à la banqueroute.

C'est une expression très énergique. Le ministre pense-t-il qu'un versement de \$200 va sauver les cultivateurs de la banqueroute?

Le principal problème est l'écart entre les frais de production agricole et les prix des denrées agricoles. Les groupements de cultivateurs proposent de régler le problème en recourant à des versements d'appoint à l'égard du blé, de l'orge et de l'avoine, livrés au cours des années-récolte 1955-1956 et 1956-1957.

Le premier ministre leur a offert un dollar l'acre, jusqu'à concurrence de \$200. Lorsqu'il a fait sa déclaration annonçant cette somme de \$40 millions, il a tracé les grandes lignes d'un programme complet et à longue échéance pour l'agriculture. Je ne crois pas qu'il y ait introduit quelque chose de vraiment neuf, et qu'il s'y trouve un élément qui puisse régler le problème essentiel de l'augmentation du coût de production pour les cultivateurs et la baisse des prix des céréales. Le premier problème dont ait parlé le premier ministre était celui de l'exportation du blé aussi bien que celui de la mise en valeur et de l'expansion du marché. Et pourtant, ces dernières années, nous avons mis sur le marché une récolte plus importante que la moyenne, alors que les cultivateurs font faillite. Ce n'est pas en maintenant nos exportations aux bons niveaux des années précédentes que nous allons éliminer cette double pression: prix de revient-prix de vente.

Il y aurait la possibilité d'avoir un programme complet d'assurance-récolte. Je serais bien aise que l'on annonce un tel programme. Mais, qu'entendons-nous par l'assurance-récolte? Tout au plus que les cultivateurs gagneront moins s'ils récoltent peu que s'ils ont une bonne récolte. Au mieux, ils auraient tout de même moins d'argent que si la récolte était bonne. Or ils ont eu de bonnes récoltes; ils ont vendu de bonnes récoltes, et pourtant ils n'ont plus le sou. Un programme d'assurance-récolte ne réglera pas la situation.

Troisième point, une banque de vivres pour les régions déficitaires en temps de récoltes manquées. Voilà un bon programme,

[M. Argue.]

voilà de la bonne politique agricole. Mais elle ne répond nullement au rétrécissement de la marge entre le prix et le coût de production.

Le quatrième point est le programme de prêts agricoles à long terme. Moins que toute autre chose, ce programme ne peut résoudre les difficultés des cultivateurs. En effet, les cultivateurs de l'Ouest s'inquiètent beaucoup plus, de nos jours, du paiement de leurs dettes qu'ils ne cherchent à s'en créer d'autres. Même s'il est vrai que le crédit à long terme sera utile pour rendre les fermes viables, ce n'est certes pas un remède au problème actuel.

Le cinquième point est la réponse au problème des petites exploitations agricoles, dont le gouvernement a tant parlé. Le gouvernement étudie les moyens d'élever le niveau de vie des exploitants de petites fermes, grâce à une meilleure utilisation des terres. Cela ne donnera pas grand chose. L'exploitant d'une petite ferme est vraisemblablement mieux renseigné que quiconque sur la façon d'obtenir le meilleur rendement de sa terre, et il obtient ce rendement. Il l'obtient même à tel point que ces dernières années, il a mis sur le marché les meilleures récoltes jamais vues. Donc, cette mesure n'est pas ce qu'il faut pour le tirer du marasme actuel.

Le gouvernement doit encourager la formation d'unités agricoles économiques. La difficulté, c'est qu'aujourd'hui, il existe de petites fermes. Or on veut installer les cultivateurs sur des fermes plus grandes. Cela ne peut signifier qu'une chose: qu'il y aura moins de cultivateurs. Si vous installez un cultivateur sur une grande terre, c'est autant moins de terrain qui reste pour les autres. La surface du globe n'est pas élastique. Établir de grandes fermes, c'est établir moins de fermes. Alors le gouvernement annonce qu'il va aider le petit cultivateur en se débarrassant de lui, et en laissant la terre aux grands exploitants de fermes rentables.

La sixième solution, c'est qu'on a déjà commencé à élaborer le programme d'une conférence nationale de conservation. Si l'on en juge par les réussites de certaines des récentes conférences, je ne crois pas qu'on puisse donner beaucoup d'espoir aux producteurs en se basant sur un programme d'une conférence de conservation pour résoudre le problème de la disparité entre le prix de revient et le prix de vente, et celui de la situation économique du cultivateur.

Dans l'Ouest, que dit-on de tout cela? L'autre jour, j'ai déposé au hasard quelques-uns des commentaires de Monsieur James Paterson, le chef du conseil interprovincial des syndicats agricoles. J'ai aussi remarqué que d'autres personnalités éminentes de la Saskatchewan ont fait des déclarations. J'ai ici